

FIN DE LA PSYCHANALYSE EN ITALIE

Yann Diener · Mis En Ligne Le 30 Mai 2018 · Paru Dans L'édition 1349 Du 30 Mai 2018

En Italie, vous ne pouvez plus pratiquer la psychanalyse librement. Si vous n'êtes que psychanalyste, vous vous exposez à des poursuites pénales : depuis la loi Ossicini votée en 1989, il faut avoir un titre de psychothérapeute d'État pour pouvoir pratiquer la psychanalyse à Rome ou à Pordenone. Quel est le problème, me direz-vous. Le problème, c'est qu'une psychanalyse et une psychothérapie, ça n'est pas la même chose. Pour préciser la différence entre psychothérapie et psychanalyse, Freud comparait la première à la peinture – on ajoute de la matière, du sens –, et la seconde à la sculpture – où l'on enlève de la matière, on enlève de la jouissance. Freud utilisait justement une expression italienne à ce propos : la sculpture procède per via di levare, et la peinture procède per via di porre : « La méthode psychanalytique ne cherche ni à ajouter ni à introduire un élément nouveau, mais, au contraire, à enlever, à extirper quelque chose ; pour ce faire, elle se préoccupe de la genèse des symptômes. »

Grain de sable dans le système, le symptôme permet au sujet d'exprimer son malaise : une formation symptomatique est un compromis entre une part d'insurrection et une part de soumission à la réalité. Une psychothérapie peut obtenir la suppression très rapide d'un symptôme, mais elle prend alors le risque de réprimer sa part de rébellion. En situant le savoir sur le symptôme chez le patient, quand il était jusque-là chez le thérapeute, Freud a révolutionné le rapport au savoir, et donc à la parole. Le savoir de l'inconscient est à l'inverse du discours académique et du savoir universitaire. C'est pourquoi Freud et Lacan ont toujours défendu la pratique de la psychanalyse par les non-médecins. Ils ont montré que l'immixtion de l'État et de l'Université dans la formation et la pratique des psychanalystes reviendrait à remettre le savoir du côté des experts.

Depuis la loi Ossicini, les psychanalystes italiens qui n'ont pas envie de passer sous les fourches Caudines de la psychothérapie d'État connaissent délation, perquisitions, procès et lourdes amendes – les cabinets sont perquisitionnés au petit matin, les carabinieri prenant des photos du divan et des livres pour pouvoir prouver qu'il se pratique ici de la psychanalyse alors que le titre de psychothérapeute n'est pas accroché au mur 1 . Lacan s'inquiétait du déferlement de la psychothérapie associée au besoin d'hygiène sociale : « Les psychothérapies de soutien, si fort à la mode, n'ont rien à faire avec la psychanalyse. Ou bien la psychanalyse se transmettra, dans sa fidélité ombrageuse à Freud, ou bien elle se réduira à l'action des psychothérapeutes qui, dans l'ensemble de la thérapeutique psychiatrique, n'auront pas plus d'importance que des maîtres-nageurs un peu supérieurs 2 . »

L'Italie a donc été pionnière dans la formation des maîtres-nageurs un peu supérieurs, pionnière pour écraser la découverte freudienne à grands coups de psychothérapie d'État. Désolé pour le point Godwin, mais la dernière fois que ça s'est produit comme ça, c'était en 1933, quand les nazis ont forcé les sociétés de psychanalyse de Berlin et de Vienne à se transformer en sociétés de psychothérapie, forçant les psychanalystes à fuir ou à s'adapter pour participer au coaching du surhomme.

Aujourd'hui, l'Italie veut des psychothérapeutes en ordre de marche, des super-coachs qui formatent des consommateurs en série. Comme disait Pasolini, le consumérisme contemporain est en train de réussir là où le fascisme de régime n'était pas complètement parvenu à ses fins. r

1. On trouvera des témoignages de cette situation dans *La formazione in atto dello psicanalista – Devenir psychanalyste... et le rester*, ouvrage collectif dirigé par Alessandra Guerra, Edizioni ETZ.

2. Dans un entretien au Figaro littéraire, le 29 décembre 1966.